

Idées pour un printemps européen. Unité et diversité du front anti-nationaliste

Mario Telò

Reçu : 30.10.2018 – Accepté : 15.11.2018

Título / Title / Titolo

Ideas para una primavera europea. Unidad y diversidad del frente anti-nacionalista

Ideas for a European spring. Unity and diversity of the anti-nationalist front

Idee per una primavera europea. Unità e diversità del fronte antinazionalista

Résumé / Resumen / Abstract / Riassunto

L'Europe est au moment le plus grave de la menace nationaliste et populiste. En 2018, non seulement les valeurs de 1968 mais aussi les conquêtes et les idéaux de 1945-1950 sont en question: la paix entre anciens ennemis par l'intégration économique et sociale et la construction en commun d'une démocratie européenne dans les Etats et entre les Etats. Les élections pour le Parlement européen seront décisives car le PE a le pouvoir de co-décision et peut tout bloquer au cas de majorité populiste. Le temps des plaidoyers rhétoriques pour les Etats Unis d'Europe a vécu. Le temps est arrivé pour essayer de concilier un large front progressiste pour l'Union politique avec des identités politiques distinctes.

Europa se encuentra en el momento más grave de la amenaza nacionalista y populista. En 2018, no solo se cuestionan los valores de 1968, sino también las conquistas e ideales de 1945-1950: la paz entre antiguos enemigos a través de la integración económica y social y la construcción conjunta de una democracia europea en los estados y entre estados. Las elecciones para el Parlamento Europeo serán decisivas porque el PE tiene el poder de co-decisión y puede bloquear todo en caso de mayoría populista. El tiempo de los alegatos retóricos para los Estados Unidos de Europa ha terminado. Ha llegado el momento de tratar de reconciliar un frente amplio y progresista para la unión política con identidades políticas diferentes.

Europe is at the most serious moment of the nationalist and populist threat. In 2018, not only the values of 1968 but also the conquests and

ideals of 1945-1950 are in question: peace between former enemies through economic and social integration and the joint construction of a European democracy in the states and between states. The elections for the European Parliament will be decisive because the EP has the power of co-decision and can block everything in case of populist majority. The time of rhetorical pleas for the United States of Europe is over. The time has come to try to reconcile a broad progressive front for political union with distinct political identities.

L'Europa è adesso nel momento più grave della minaccia nazionalista e populista. Nel 2018 non sono in discussione solo i valori del 1968, ma anche le conquiste e gli ideali del 1945-1950: la pace tra antichi nemici attraverso l'integrazione economica e sociale e la costruzione congiunta di una democrazia europea negli Stati e tra stati. Le elezioni per il Parlamento europeo saranno decisive perché il PE ha il potere di codecisione e può bloccare tutto in caso di maggioranza populista. Il tempo dei proclami retorici per gli Stati Uniti d'Europa è finito. È giunto il momento di cercare di riconciliare un ampio fronte progressista per una unione politica con identità politiche distinte.

Mots-clé / Palabras clave / Keywords / Parole chiave

Europe, menace nationalista, populismes, élections 2019, Parlement européen

Europa, amenaza nacionalista, populismos, elecciones 2019, Parlamento europeo

Europe, Nationalist threat, populisms, 2019 elections, European Parliament

Europa, minaccia nazionalista, populismi, elezioni 2019, Parlamento europeo.

Les élections du PE de Mai 2019 seront décisives pour le futur de l'UE

L'Europe est au moment le plus grave de la menace nationaliste et populiste. Le lien entre les menaces internes de Salvini, Orban, des néonazis de Chemnitz, de Le Pen, et externes, de la part de Trump, Poutine, Erdogan, diverses, mais qui ont en commun la volonté déterminée d'affaiblir ou démanteler l'UE, est devenu explicite avec l'engagement direct et militant en Europe de Steve Bannon, stratège déchu, car trop radical, de l'actuel président USA. En 2018, non seulement les valeurs de 1968 mais aussi les conquêtes et les idéaux de 1945-1950 sont en question: la paix entre anciens ennemis par l'intégration économique et sociale et la construction en commun d'une démocratie européenne dans les Etats et entre les Etats. Les élections pour le Parlement européen seront décisives car le PE a le pouvoir de co-décision et peut tout bloquer au cas de majorité populiste.

Ce « bien commun » international qui est l'intégration européenne, utile aussi pour les amis, non-Etats-membres comme la Suisse, est en danger d'effondrement, alors que les exigences démocratique et pacifistes qui sont à son origine, sont plus actuelles que jamais en un monde multipolaire dangereux et instable.

Le temps des plaidoyers rhétoriques pour les Etats Unis d'Europe a vécu. Et il est évident que ceux qui suscitent des attentes utopiques en matière de démocratie et justice dans l'UE, finissent par contribuer à l'euro-scepticisme. Avancer à petit pas vers plus d'Europe politique, davantage de coopération économique et sociale, plus d'initiative mondiale, contre les populistes/nationaliste et protectionnistes est possible, mais seulement par une large alliance politique et sociale, et autour d'objectifs réalisables dans le contexte concret des rapports de forces internationaux de la prochaine décennie.

Concilier un large front progressiste pour l'Union politique avec des identités politiques distinctes

Ceux qui présentent un bilan globalement négatif de l'UE et des politiques de la zone Euro de la dernière décennie, ne font qu'offrir une aide aux populistes. C'est le syndrome suicidaire de David Cameron : comment peut-on convaincre de voter pour l'Europe si on prend le 90% du temps pour dénoncer l'UE comme néolibérale, technocratique, antidémocratique, socialement injuste ? Il faut mettre en exergue que la plus grave crise économique du siècle, a été enfin surmontée, sans mettre en question ce qui fait de l'Europe la place la plus avancée au monde dans l'équilibre entre compétitivité économique et justice sociale (par rapport à USA, Chine, Japon, Inde, c'est-à-dire dans cette planète-ci, la seule que nous connaissons). Deuxièmement il faut mettre en exergue ce qui existe : une Europe capable de résister avec succès à l'extrême droite et au nationalisme. La tenue électorale du SAP en Suède, le retour du PSOE au gouvernement en Espagne, les succès des gouvernements Costa au Portugal et de Tsipras en Grèce, la dynamique pour la réforme de l'Eurozone, lente mais prometteuse, promue par le couple franco-allemand, permettent d'espérer en un « Printemps européen »¹. A quelles conditions ?

L'Europe de l'extrême droite n'a absolument rien à proposer, car la légitimité interne des partis nationalistes est obtenue par des rhétoriques précisément contre les voisins, l'Italie contre la France et l'Allemagne, l'Autriche contre l'Italie, l'Europe du Nord contre l'Europe du Sud etc. Donc il n'y a pas encore de modèle européen néo-fasciste, populiste et protectionniste ; mais il y a des millions d'européens déboussolés et bouleversés par le changement

¹ Voir l'appel pour un « Printemps européen », signé par Gesine Schwan, Ruth Rubio Marin et Mario Telò, le 10 septembre et publié par le groupe LENA incluant 7 journaux européens : *Tages Anzeiger*, *Die Welt*, *El País* (Madrid), *La Repubblica* (Roma), *Tribune de Genève*, *Le Soir* (Brussels), *Wiborczyca* (Warschau) après l'Université d'été UIMP de Santander, Espagne.

d'époque en cours, protestant contre les élites, l'Europe et les « autres ». Comment reconquérir leurs consensus ?

L'initiative politique des forces progressistes des pays européens devrait focaliser l'attention pendant les mois qui restent avant les élections sur la construction d'une plateforme programmatique et une narrative nouvelles. Quel équilibre entre unité et diversités internes à l'alliance ? A-t-il Macron raison de polariser l'attention sur le choix entre nationalisme et Europe (« moi ou Orban-Salvini ») ? Il a le mérite de souligner la nécessité de l'unité antipopuliste, d'un front pour la démocratie et l'Europe ouverte et aussi de dénoncer les défaites des leaders progressistes qui voulaient combattre le populisme par un populisme modéré. Mais il se trompe s'il oublie le pluralisme interne au sein du front pour l'UE, absolument à mettre en valeur : une diversité précieuse, qui doit être assez explicite pour inclure une dialectique ouverte gauche-droite. Si non, la défaite est certaine. Chaque membre du front pro-UE doit pouvoir exprimer son identité politique et ses objectifs spécifiques: le groupe Macron bien sûr, mais aussi le libéraux, la partie du PPE qui aura le courage de rompre avec Orban, les écologistes, la partie des gauches qui comme Tsipras ont rompu avec les nationalistes de gauche, et bien sûr, les mouvements et partis progressistes socialistes et démocrates. Au même temps, il faudra élaborer et négocier deux ou trois objectifs communs, portant au moins sur trois questions clé : a) politique de migration, b) politique de l'emploi ; c) politique étrangère commune. Les alliés pro-UE, on besoin d'objectifs mobilisateurs, comme fut « l'horizon 1992 » proposé avec succès en 1986 par J. Delors.

Une large convergence autour d'objectifs pratiques clairs

Ces objectifs, limités en nombre, doivent être extrêmement clairs et faciles à communiquer à des dizaines de millions d'électeurs et à pratiquer dans chaque pays de l'UE.

a) Parmi les idées les plus innovatrices, une nouvelle proposition constructive nous vient de Gesine Schwan,

pour une politique migratoire européenne commune, essentielle pour combattre le populisme. L'idée nouvelle est de lancer un Fonds européen permettant aux municipalités et aux pouvoirs locaux de financier à la fois des projets consacrés aux politiques d'intégration des immigrés et d'investissement local. Au lieu de compter uniquement sur l'idéalisme solidaire, il faut faire appel à un mécanisme de marché et aux intérêts des communautés locales. En rendant une partie de la décision aux citoyens, cette proposition réaliste pourrait vraisemblablement affaiblir la politique de la haine des populistes de droite.

b) En matière sociale, il est très important de contre-carrer la menace des populistes de droite aux acquis en matière d'égalité de genre, leur « *anti-gender agenda* » commun, par exemple par une mobilisation massive contre la montée généralisée de la violence contre les femmes et pour légalité salariale. Dans un cadre plus large, les politiques de participation doivent sérieusement viser à crédibiliser au-delà de la rhétorique passée, l'Europe sociale et de l'emploi, de façon à mobiliser les principales victimes de la crise et des politiques d'austérité, surtout les jeunes, la génération perdue pour le marché du travail, cible de la propagande populiste anti-immigrés.

En politique économique et de l'emploi, la Suède indique la troisième voie entre le libéralisme débridé et le protectionnisme économique. Un signal clair doit être donné pour une généralisation du modèle scandinave conciliant l'ouverture à la mondialisation règlementée avec la protection dynamique des acquis sociaux : politiques actives pour l'emploi, dans le cadre de l'ouverture commerciale au niveau mondial (relancer CETA, TTIP, les accords dans le Pacifique, selon l'approche européenne). Et demander une politique d'investissements interne et européenne n'est pas à confondre avec la vieille « gauche de la dette publique », qui oublie que la dette publique, contrairement aux années 1930-70, est devenue un Robin Hood à l'inverse : les riches investisseurs y gagnent en achetant la dette à un taux plus élevé, alors que les travailleurs et les jeunes générations sont condamnés à payer le service de la dette pendant des décennies.

La politique étrangère peut devenir une source de légitimité interne

En troisième lieu, la politique étrangère de l'UE doit être conçue d'abord, en tant que complément des politiques internes, notamment la consolidation de la Eurozone, la politique migratoire commune, en priorité en Afrique (Libye, Nigeria, Mali, et Erythrée). Mais la politique étrangère peut et doit également constituer une source potentielle de légitimité interne accrue, au sein de l'UE, auprès des citoyens, justement inquiets à cause des conséquences négatives de la mondialisation (flux migratoires inhabituels, conflits économiques et commerciaux, insécurité), de l'instabilité politique et des menaces externes. Le discours d'aout de Macron aux diplomates français, l'entretien du Ministre allemand des affaires étrangères H. Maas (*Handelsblatt*, August) et les prises de positions de Mme Mogherini, H.R. face à D. Trump, vont dans le même sens: une nouvelle démarche stratégique courageuse pour un nouveau multilatéralisme, qui puisse encadrer une mobilisation de la société civile pour une Europe plus forte et plus indépendante dans le monde. Comment?

D'une part, en réformant l'alliance transatlantique en un sens finalement paritaire, et d'autre part, en isolant et décourageant les démarches unilatérales de l'administration USA, y compris par rapport à la guerre commerciale contre l'UE et la Chine. C'est à l'UE de consolider un front large de pays pour défendre la coopération multilatérale et ses acquis : les accords de paix comme le *Iran deal*, renforcer au lieu d'affaiblir les organisations globales de la coopération comme l'OMC, l'ONU, et régionales, en mobilisant les multiples networks des organisations non-gouvernementales. Les forces du progrès sont en grave retard. C'est paradoxal : aucune mobilisation de la rue contre l'unilatéralisme commercial et politique de Trump alors que des centaines de milliers de manifestants avaient attaqué l'initiative de Obama pour un Traité commercial transatlantique (TTIP) et le CETA avec le Canada, refusé comme cheval de Troie des USA. Un front social large est possible pour affir-

mer l'Europe de l'ouverture et de la coopération multilatérale pacifique.

Volonté politique et noyau d'avantgarde

Mais, attention : deux conditions préalables existent pour qu'un vrai « Printemps européen » puisse démarrer, influencer les opinions publiques et stopper ainsi la vague nationaliste.

D'abord, la mise en œuvre de l'idée cohérente, relancée par le président Macron, de consolider la volonté politique intégrationniste d'une avant-garde de pays pro-européens, notamment l'Espagne, l'Allemagne et la France, avec le soutien, bien sûr, de la Belgique, de la Grèce, de la Suède, du Portugal et d'autres Etats membres, pour la formation d'une avant-garde progressiste et antinationaliste. Habermas (*Le Monde*, Aout 2018) et plusieurs experts ont plaidé dans le sens de la constitution de ce leadership politique et stratégique. Dans le passé, l'intégration différenciée s'est montrée efficace pour tous, y compris pour les pays initialement eurosceptiques, dans lesquels les forces pro-européennes ont été renforcées, ainsi que aujourd'hui l'opposition hongroise par le vote anti-Orban du PE du 12 septembre.

Secundo, ce nouveau noyau dur plus intégré serait la base d'une nouvelle structure de la gouvernance de l'UE, de ses politiques communes et du continent entier, en cercles concentriques. Des pas ont été faits en ce sens déjà en 2017-2018. L'Union de la défense (y compris la cyber-défense) démarrée en décembre 2017 en tant que PESCO ('coopération structurée', art 46. 2), mais aussi au niveau de l'Eurozone, à reformer selon les lignes de l'accord de Meseberg entre France et Allemagne de juin (budget autonome et union bancaire), accord qui indique le canevas de base, bien sur à améliorer collectivement au sein de l'Euro-groupe.

Dans le cadre d'une nouvelle architecture du continent à construire, il revient à la responsabilité du groupe leader du continent de négocier un accord *win-win* avec le Royaume Uni après Brexit dans le cadre d'un cercle plus élargi. Les négociations avec les Balkans occiden-

taux, la politique de voisinage, la place de l'Ukraine, les relations controversées avec la Turquie, la relance du conseil de l'Europe et de l'OSCE, devraient faire partie d'une stratégie cohérente de réorganisation de l'architecture de la coopération au niveau du continent.

Afrique est le mot clé du discours sur « l'Etat de l'Union » de Junker du 12 Septembre : mais pour qu'il ne soit pas rhétorique, il doit: a) exclure toute concession à la perspective – suicidaire - de Salvini sur le stop total à l'immigration; b) expliquer pourquoi les accords commerciaux avec l'Afrique sont tous bloqués; c) mettre rapidement en chantier un partenariat stratégique pour l'Afrique avec la Chine, qui, malgré les doutes justifiés, objectivement, nous aide beaucoup par ses investissements à concurrence de 50 milliards.

Clarté des messages pour le succès de la contre-attaque

La clarté et la simplicité de la communication sera essentielle : par exemple, les oppositions internes aux

pays eurosceptiques, comme la Hongrie, l'Autriche ou la Pologne, devraient en bénéficier pour leur stratégie ; autre exemple, c'est aussi sur cette base que les citoyens italiens doivent avoir le droit de dire leur mot en faveur ou contre un changement radical de la politique européenne d'un pays fondateur: de membre de l'avant-garde pour l'intégration à allié du groupe de Visegrad et des nationalistes contre l'Europe, contre les immigrés, contre la coopération internationale. Le 4 mars ils n'ont pas voté pour un tel changement.

Clarté et pédagogie de la raison sont urgentes dans le cadre d'un débat offensif pour un « printemps de l'UE ». La conscience de la gravité et de l'urgence des défis internes et externes, des menaces nationalistes, peut générer autre chose que les doutes hamletiques sur la 'crise existentielle de l'Union'. Les énergies existent pour une contre-attaque au niveau des politiques, du renouvellement et de la démocratisation des institutions et de la gouvernance, à la condition d'une refondation de l'action et de la narrative sur le rôle de l'Union Européenne dans le monde.